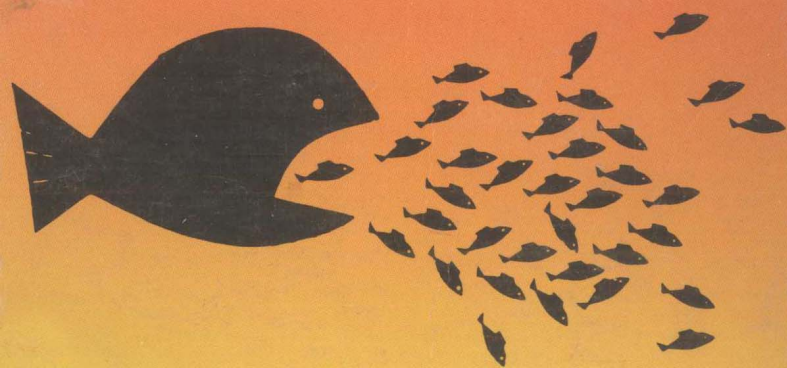


Jacques Valier

Une critique de
l'économie politique

I



CM / petite collection maspero

petite collection maspero

Jacques Valier

Une critique de l'économie politique

I. Valeur et exploitation

FRANÇOIS MASPERO
1, place Paul-Painlevé
PARIS V^e
1982

Si vous désirez être tenu régulièrement au courant de nos parutions, il vous suffit d'envoyer vos nom et adresse aux Éditions François Maspero, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris. Vous recevrez gratuitement notre bulletin trimestriel *Livres Partisans*.

© Librairie François Maspero, Paris, 1982
ISBN 2-7071-1336-0

A J. Zeidveyber

Avant-propos

Ce livre devait être à l'origine une réécriture de celui écrit en commun avec Pierre Salama en 1973 : *Une introduction à l'économie politique*.

On peut estimer qu'il s'y substitue en effet, mais qu'il se présente comme un nouveau livre, qui ne fait donc pas double emploi avec le premier, qui comporte des différences importantes (en particulier sur la théorie de la valeur, sur l'Etat ou sur les crises), et qui est beaucoup plus approfondi, même si bien évidemment il ne pourra être considéré comme un succès que s'il est apte à être critiqué et enrichi.

L'objectif recherché est d'aider à comprendre les fondements et le fonctionnement contradictoire du système capitaliste.

Les fondements : c'est dans l'analyse de la valeur des marchandises qu'on les trouvera. Marx n'expliquait-t-il pas à cet égard que la marchandise recèle en germe l'ensemble des contradictions du système capitaliste. C'est pourquoi, dans une première partie qui s'appellera « Valeur et exploitation », je présenterai la théorie de la valeur, en mettant essentiellement l'accent sur le concept de *travail abstrait*, avant d'analyser l'exploitation capitaliste et ses spécificités, puis le problème de la transformation de la valeur en prix.

Le fonctionnement contradictoire : c'est la loi de baisse tendancielle du taux de profit qui l'exprime, et l'on verra qu'au cœur de cette loi se trouve l'Etat. C'est pourquoi, dans une deuxième partie qui s'appellera « L'Etat, l'impérialisme, la crise », après avoir présenté cette loi, j'étudierai l'Etat sous un triple aspect : l'Etat dans les pays impérialistes, l'Etat et les rapports entre pays impérialistes et pays capitalistes sous-développés, l'Etat et les crises.

Au terme de cette analyse il sera possible de mieux comprendre, du moins je l'espère, pourquoi et en quoi le système capitaliste est aujourd'hui en crise. En dépit de tous les profits retirés de la domination impérialiste sur les pays capitalistes sous-développés, pays où de l'aveu même de la Banque mondiale huit cents millions d'hommes et de femmes ont à peine de quoi vivre, la crise frappe aujourd'hui les pays impérialistes eux-mêmes. L'accroissement spectaculaire du chômage (10 millions de chômeurs dans l'ensemble de ces pays en 1970... 30 millions en 1981-1982), l'accélération de l'inflation, la crise permanente du système monétaire international, l'énorme développement de l'endettement, la résurgence en 1974-1975, puis en 1979-1981, de crises à la fois sous des formes plus traditionnelles et avec une ampleur beaucoup plus importante que durant les années cinquante et soixante, en sont les principales manifestations.

Cette crise vient nous rappeler avec vigueur que le système capitaliste est un mode *historique* et non absolu de production, et qu'à ce titre l'économie politique qui en étudie les lois n'est elle-même qu'une science historique. C'est en ce sens que ce livre cherche à se présenter comme une critique de l'économie politique.

Si je n'étudie pas ici, car cela nécessiterait un autre livre, les systèmes économiques et sociaux en vigueur dans les pays où le système capitaliste a été renversé, un mot cependant à l'adresse de ceux qui n'auraient comme pauvre argument, face à la crise de l'impérialisme, que de nous dire : « Et l'URSS, vous trouvez que c'est mieux ? » Je préciserai donc à quel point est scandaleusement abusive la caractérisation de ces pays comme « socialistes », caractérisation dont ont besoin aussi bien ce qu'on peut appeler faute de mieux la bureaucratie qui y exerce le pouvoir, que la bourgeoisie qui voit là une façon de déconsidérer le socialisme. Abusive tout d'abord, parce que le socialisme à proprement parler, c'est l'instauration d'une société sans classes, aboutissement d'une phase de transition durant laquelle dépérissent progressivement aussi bien la loi de la valeur que l'Etat. Abusive également, parce

que pour aller effectivement vers la société socialiste il est nécessaire que les travailleurs soient eux-mêmes au pouvoir, et que règne la plus grande démocratie ouvrière : gestion de l'économie par l'ensemble des travailleurs qui déterminent les priorités en matière de production et de consommation, et qui règlent l'organisation du travail ; libertés démocratiques les plus larges : liberté de la presse, d'association, de circulation des hommes, droit de grève, indépendance des syndicats par rapport à l'Etat, pluralité des partis politiques.

Or dans les pays dits « socialistes », bien loin d'être au pouvoir, les travailleurs sont soumis à de brutales dictatures. Comme dans les pays capitalistes, même si c'est sous des formes différentes, ils sont en état de subordination totale. La levée en masse de la classe ouvrière polonaise, venant après celles des travailleurs hongrois et tchécoslovaques, ne fait que témoigner à cet égard, non de la faillite du socialisme ou du marxisme, mais de la crise du stalinisme.

Le système impérialiste et le stalinisme sont donc aujourd'hui tous deux en crise. Qu'il en sorte la barbarie, ou une société qui permettra à chacun de gérer l'ensemble de la vie économique, politique, sociale et culturelle, dépend en définitive de nous ¹.

1. Je précise qu'afin d'éviter d'alourdir le texte j'ai pris le parti de limiter au maximum les citations. Mais il est alors nécessaire de souligner à quel point ce livre doit à un certain nombre de travaux. Je retiendrai en particulier :

— la revue *Critiques de l'économie politique* (Ed. Maspero), pour de nombreux articles qu'il serait trop long de citer ici ;

— les livres d'I. Roubine (*Essai sur la théorie de la valeur de Marx*, Ed. Maspero) et de R. Rosdolsky (*La Genèse du « Capital » chez K. Marx*, Ed. Maspero), qui font comprendre à la fois la méthode de Marx et les spécificités de sa théorie de la valeur ;

— les livres et les articles de P. Salama qui ont inspiré les passages consacrés à la transformation de la valeur en prix, aux économies semi-industrialisées d'Amérique latine, et à la nature de l'Etat. Le chapitre en particulier consacré ici à la nature de l'Etat lui doit l'essentiel (cf. son article dans le n° 7-8 de *Critiques de l'économie politique*) ;

— les travaux d'E. Mandel, et les articles du n° 7-8 de *Critiques de l'économie politique* sur la crise.

Enfin, et selon la formule consacrée, j'ajouterai qu'il va de soi que les erreurs et les insuffisances sont et demeurent miennes.

Introduction

I. La bourgeoisie et la théorie de la valeur

La compréhension de l'ensemble des problèmes concernant la nature et le fonctionnement du mode de production capitaliste implique celle de la *loi de la valeur*, fondement d'un système qui se caractérise par l'exploitation du travail par le capital.

Il est intéressant, à cet égard, de souligner l'évolution de la pensée bourgeoise.

A l'époque où la bourgeoisie partait à l'assaut de la noblesse, et où la lutte des classes entre bourgeoisie et prolétariat ne se manifestait encore que par des phénomènes isolés, se développe *l'économie politique dite classique* (représentée, à titre essentiel, en Angleterre, par A. Smith et D. Ricardo) : une économie politique *scientifique dans sa démarche*, dans la mesure où elle cherche — sans y parvenir vraiment, cependant — à pénétrer et à comprendre réellement les rapports de production qui caractérisent la société bourgeoise, mais une économie politique *bourgeoise*, dans la mesure où elle voit dans le système capitaliste, non pas un système historiquement déterminé, mais la forme absolue, naturelle et immuable de la production sociale.

L'économie politique classique, expression du développement du capitalisme industriel au sein du système féodal en déclin, soucieuse de mettre en lumière le rôle parasitaire de la noblesse et du clergé, « classes non productives » qui accaparent l'intérêt et la rente foncière, et sans que l'existence du prolétariat d'industrie la préoccupe réellement, n'hésitait pas à faire du travail la seule source de la valeur des marchandises.

A ce titre, l'économie politique classique faisait des

antagonismes de classes, des oppositions entre rente et profit, entre salaire et profit, le point de départ de ses recherches. Elle mettait en lumière ces antagonismes de classes, tout en les présentant comme la manifestation d'une loi naturelle, universelle et immuable, de la société humaine.

Mais, après que la bourgeoisie s'est emparée du pouvoir politique et que la lutte des classes avec le prolétariat est devenue l'aspect essentiel (éclipsant la lutte des capitalistes contre les féodaux) et menaçant de la réalité sociale, tout va changer. La théorie de la valeur-travail, qui cherchait à dévoiler les rapports de production de la société bourgeoise et qui mettait en lumière l'exploitation, va être soit condamnée soit passée sous silence. Le développement des luttes entre bourgeoisie et prolétariat sonne le glas de l'économie politique bourgeoise scientifique. La théorie de la valeur-travail devient, même sous l'état d'ébauche où elle était, trop dangereuse, puisqu'elle révèle l'origine de la richesse des capitalistes : l'exploitation des travailleurs.

Après la Commune de Paris, après le développement menaçant des luttes ouvrières, après la critique marxiste de l'économie politique et la transformation profonde de la théorie de la valeur-travail par Marx, qui en avait fait un instrument de combat de la classe ouvrière, l'heure avait sonné pour les théories qui éloignaient l'attention des antagonismes entre les classes sociales.

L'économie politique classique va laisser place à l'économie vulgaire, dite *néo-classique*. A la démarche scientifique va se substituer une vision purement apologetique et harmonieuse de la société bourgeoise. Il n'est pas étonnant, dès lors, que de nos jours mêmes, dans les manuels d'économie politique bourgeois, la théorie de la valeur-travail soit rejetée en deux phrases, ou purement et simplement ignorée, au profit d'une théorie selon laquelle tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes (le nôtre), baptisée théorie de la valeur-utilité, fondement de l'analyse néo-classique. On nous présente la vision d'une société dans laquelle les classes sociales ont disparu, et où n'existent que des individus, décon-

nectés de toute réalité historique et sociale, et qui tous sont égaux, maîtres de leur destin, propriétaires de « travail » et de « capital », et libres de vendre ou non leurs « services ». Comme si les travailleurs n'étaient pas obligés de vendre leur force de travail pour vivre, comme si les capitalistes n'étaient pas les seuls détenteurs des moyens de production !!

Sous un habillage scientifique (utilisation, par exemple, des mathématiques), l'économie politique bourgeoise révèle alors son caractère foncièrement apologétique et non scientifique, en réussissant le tour de force d'exclure l'exploitation. Il ne s'agit plus ici de démarche scientifique, mais de simple justification des structures capitalistes, de justification des salaires, des prix et des profits comme le résultat d'échanges opérés par des individus sur un pied d'égalité. Pour de tels idéologues, aucun doute : l'organisation des travailleurs pour lutter contre les conséquences et, au-delà, l'existence même de l'exploitation ne peut être interprétée que comme une affreuse confusion entre la politique et la « science » (leur « science »).

Cependant, l'économie politique bourgeoise, tout en ne renonçant pas à ce mythe de la neutralité de la science, ne va pas pouvoir en rester à une simple attitude de mépris et d'ignorance à l'égard de la théorie marxiste de la valeur.

En effet, en premier lieu, que ce soit au niveau de chaque capitaliste individuel, ou à celui de l'Etat, les capitalistes, devant les complexités de leurs problèmes, ne peuvent se contenter de cette attitude apologétique. Ouvrons n'importe quel journal patronal : la lutte des classes y est présente, parce que la bourgeoisie ne peut pas ne pas en tenir compte ; la nécessité impérieuse d'exploiter les travailleurs est de fait reconnue : or, comme nous le verrons, l'exploitation ne peut se comprendre qu'à partir de la théorie de la valeur-travail. Par ailleurs, les patrons raisonnent en termes de baisse des coûts salariaux, d'accroissement de la productivité du travail, de la nécessité de faire des profits suffisants : sans même s'en rendre compte, ils reconnaissent, même

si c'est de façon fragmentaire et partielle, la théorie de la valeur-travail comme explicative du fonctionnement du système capitaliste.

Mais c'est surtout la crise du système capitaliste, et plus spécifiquement les formes aiguës qu'elle a prises dans les années trente, ou qu'elle recommence à prendre, qui vont faire apparaître de nouvelles orientations dans la pensée bourgeoise.

Tout d'abord, au moment même, aujourd'hui, où la crise du capitalisme se développe, aussi bien au niveau économique, politique qu'idéologique, au moment même où les travailleurs et la jeunesse sont de plus en plus conduits à rejeter toute glorification du système, il n'est plus possible de se contenter de la simple apologie d'un système présenté, en outre, de façon totalement mythique.

Par ailleurs, avec le développement de la crise, l'heure n'est plus seulement de justifier le capitalisme en théorie ; il s'agit aussi de tenter de le sauver en pratique, d'en prolonger l'existence. Il s'agit, pour les capitalistes, de reconnaître l'existence de la crise pour tenter de la surmonter, de reconnaître l'existence de classes sociales (et non simplement d'individus égaux) pour mieux combattre une classe ouvrière de plus en plus menaçante, et trouver, à ses dépens, une issue provisoire à la crise.

La crise du capitalisme et de ses valeurs, le développement des luttes ouvrières, signifiaient, en définitive, qu'on ne pouvait se contenter d'ignorer purement et simplement le marxisme et sa théorie de la valeur. Un certain nombre d'idéologues de la bourgeoisie, contraints de reconnaître la vitalité du marxisme, vont, dans ces conditions, cesser d'en nier l'existence..., et cela pour mieux le combattre, pour mieux le récupérer en le dénaturant et en l'aseptisant. Ces tentatives seront de nature diverse : qu'il s'agisse de néo-classiques, comme P. Samuelson, qui, après avoir durant de nombreuses années ignoré le marxisme, affirme soudain en 1973 : « Le marxisme est peut-être trop valable pour qu'on le laisse aux marxistes. Il fournit un prisme critique à travers lequel les économistes du courant domi-

nant peuvent, à leur propre bénéfice, examiner leurs analyses ¹ » ; ou qu'il s'agisse d'un courant qui s'est développé récemment, qualifié de néo-ricardien, et qui, tout en prenant en considération des classes sociales et non de simples individus, tout en critiquant les analyses néo-classiques de la valeur, n'en aboutira pas moins à une négation de la loi de la valeur, et à un rejet de la théorie marxiste de la valeur ².

Au-delà de leur diversité, ces tentatives ont toutes un point commun : il s'agit de dénaturer le discours marxiste, d'évacuer la lutte des classes, de masquer que l'aboutissement théorique de ce discours est la nécessité pratique de la révolution et du pouvoir des travailleurs. Il n'est plus alors dangereux de faire d'un tel Marx, débarrassé de tous ses discours bien évidemment « métaphysiques » de prophète sur la révolution, un « digne homme de science », aussi présentable que n'importe quel économiste bourgeois. On comprend alors pourquoi, dans les universités par exemple, de plus en plus d'idéologues de la bourgeoisie consacrent leurs enseignements et leurs recherches à une telle dénaturation/récupération du marxisme. C'est tout simplement une façon, sans doute plus subtile, de combattre le marxisme, dont le développement de la lutte des classes a fait un ennemi bien vivant.

Après ce bref aperçu de l'évolution de la pensée bourgeoise concernant la théorie de la valeur reste l'essentiel : comprendre ce qu'est cette loi de la valeur, fondement même du système capitaliste d'exploitation.

Mais, auparavant encore, il nous faut poser un très important problème de méthode, qui va nous conduire à présenter l'ensemble du chapitre.

1. P. SAMUELSON, *Economics : Winds of Change. Evolution of Economic Doctrine*, McGraw Hill, New York, 1973, p. 866.

2. Ce n'est pas le lieu ici de développer. Pour tous ceux qui seraient intéressés par une analyse critique précise du courant néo-ricardien, ainsi que de l'école néo-classique, cf. P. SALAMA, *Sur la valeur*, Maspero, Paris, 1975.

II. Présentation générale de la première partie

Notre étude a pour objet, on le sait, *le système capitaliste*. Précisons. Les activités de travail des hommes ont connu, à des rythmes certes très différents, un perpétuel changement, et elles ont revêtu des caractéristiques fort différentes selon les époques historiques. Ce processus a mis en jeu deux grands types de modifications : 1) des modifications dans les moyens de production et les méthodes techniques mises en œuvre, en d'autres termes, dans les forces productives de la société ; 2) des changements, en interrelation avec les modifications des forces productives, dans les rapports de production. Chaque type d'économie, ou mode de production (économie esclavagiste antique, économie féodale, économie capitaliste, par exemple), se caractérise par l'existence de rapports de production spécifiques : des rapports économiques et sociaux entre les producteurs directs (esclaves, paysans serfs, ouvriers salariés) et ceux qui s'approprient les produits du surtravail des premiers (c'est-à-dire ce qui est produit en plus de ce qui est nécessaire à la vie des producteurs), cette appropriation prenant elle-même des formes différentes selon les modes de production.

Il s'agira donc dans ce livre d'étudier les rapports de production propres à l'économie capitaliste, dans leur interrelation avec les forces productives de la société.

A cet égard, l'économie capitaliste se caractérise d'abord par l'existence d'une production marchande. Cela signifie, d'une part, que la production est l'œuvre de producteurs isolés et indépendants, qui décident, de façon autonome, de la nature et de la quantité des biens qu'ils produisent, qui disposent des instruments de production et matières premières nécessaires, et qui disposent également des produits de leur activité : la production (nature et quantité) est donc dirigée directement par les producteurs marchands autonomes ; la société ne règle pas directement la répartition des activités de travail de ses membres entre les diverses branches de production. Cela signifie, d'autre part, que les producteurs